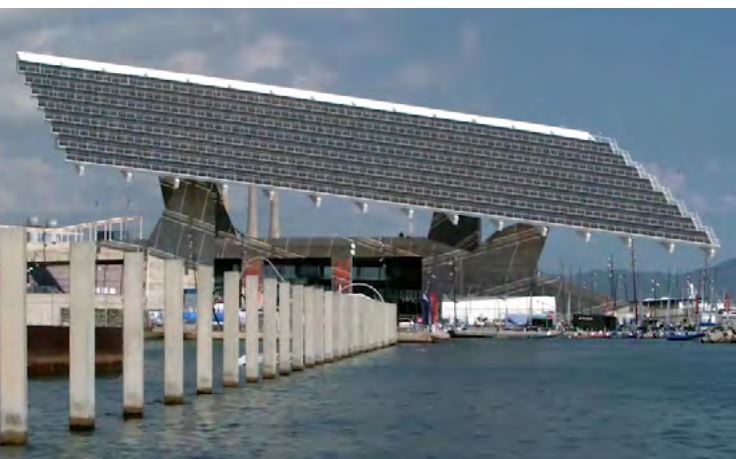




MANUEL N°5
Séminaire tenu à Marrakech, Maroc
16 - 17 avril 2015

Une initiative Euro-Méditerranéenne :
pour des sociétés résilientes
au climat et sobres en carbone



Stratégies pour un développement à faibles émissions (LEDS)



Projet financé par
l'Union Européenne



Projet implementé par
AGRICONSULTING CONSORTIUM
Agriconsulting Agrer CMCC CIHEAM-IAM Bari
d'Appolonia Pescares Typsa Sviluppo Globale

MENTION LÉGALE

Les informations et opinions contenues dans le présent document sont celles des auteurs, et, à ce titre, ne rendent pas forcément compte de la position officielle de l’Union européenne sur ces questions. L’Union européenne, ses institutions, ses organes, ou les personnes travaillant en leur nom, ne sauraient être tenus responsables de l’utilisation qui sera faite de ces informations.

Éditeurs : L’équipe ClimaSouth, contributions de : Faouzi Senhaji (Expert en atténuation, animateur principal du séminaire), Ron Benioff (NREL & directeur du LEDS GP, États-Unis), Frank Sperling (Expert international des changements environnementaux et du développement durable, Allemagne), Edaward Awafo (Université du Ghana & Partenariat LEDS Afrique), Glenn Hodes (Consultant en développement international, énergie et climat, États-Unis), John Yeboah (Chargé de programme, ECREEE, Cap Vert), Nurzat Myrsalieva (Analyste politique, RCREEE, le Caire), Lorenzo Facco (D’Appolonia)

Concept : G.H. Mattravers Messana
Graphisme : Zoi Environment Network
Mise en page : Raffaella Gemma
Directeurs de projet du Consortium Agriconsulting: Ottavio Novelli / Barbara Giannuzzi Savelli
Chef d’équipe ClimaSouth : Bernardo Sala

AVANT-PROPOS

La région méditerranéenne a été identifiée comme une zone sensible en termes de changements climatiques par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). La plupart des pays de la région connaissent déjà une montée des températures, une rareté de l'eau plus grande, une hausse de la fréquence des sécheresses et des feux de forêt, ainsi que des taux croissants de désertification. Une communauté de points de vue est donc en train d'émerger dans la région, selon laquelle la lutte contre les changements climatiques est essentielle, par des mesures à la fois d'atténuation et d'adaptation. Celles-ci pourraient aussi offrir de nouvelles opportunités de développement économique, en particulier celles associées à des options bas-carbone.

Le projet ClimaSouth, financé par l'UE, soutient l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques dans 9 pays du sud de la Méditerranée partenaires : l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Lybie, le Maroc, la Palestine et la Tunisie. Le projet aide les pays partenaires et leurs administrations à mener la transition vers des sociétés bas-carbone tout en construisant la résilience face aux changements climatiques et en promouvant des opportunités de croissance économique durable et d'emploi. Le projet soutient aussi la coopération Sud-Sud et l'échange d'informations sur les questions de changement climatique dans la région, ainsi qu'un dialogue et un partenariat plus étroit avec l'Union Européenne.

Dans le cadre de ses efforts pour améliorer la planification stratégique en matière de changements climatiques, le projet ClimaSouth produit une série de manuels adaptés aux besoins de la région du sud de la Méditerranée. Les principaux utilisateurs visés sont en particulier les ministères au

niveau opérationnel et politique, les équipes et comités changements climatiques, les décideurs, les services météorologiques et les membres des gouvernements locaux, le secteur privé et la société civile. Les manuels de ClimaSouth sont basés sur des séminaires « par les pairs » accueillis par le projet, qui sont destinés à aider les administrations nationales à développer et mettre en œuvre des politiques sur les changements climatiques ; ils aident en outre les parties prenantes de la région à s'engager de façon plus efficace dans le cadre mondial d'action sur les changements climatiques.

Ce cinquième manuel reflète le contenu présenté, et les débats ayant eu lieu, lors du 'Séminaire LEDS' de ClimaSouth tenu à Marrakech, les 16-17 avril 2015, à la suite du 7ème Forum africain du carbone (Marrakech, 13-15 avril 2015). Ce manuel constitue une introduction au concept des Stratégies de développement à faibles émissions (LEDS). Il présente les étapes nécessaires pour le développement de telles stratégies, soulignant le fait que des modes de développement à faibles émissions peuvent mener à un développement durable, transformant des défis en opportunités pour les économies nationales. Le rôle de la politique dans l'accomplissement des buts des LEDS et le processus d'élaboration de politiques de LEDS sont également présentés, et des exemples de LEDS en Europe sont fournis. Nous espérons que ce manuel contribuera aux efforts des décideurs politiques et techniciens dans la prise en compte des questions de gestion des changements climatiques. Nous vous souhaitons une lecture instructive et intéressante.

Nicola Di Pietrantonio
Commission Européenne
Direction générale du voisinage et
des négociations d'élargissement (DG NEAR)

Matthieu Ballu
Commission Européenne
Direction Générale Action
pour le climat (DG-CLIMA)

MANUELS CLIMASOUTH

- Manuel N. 1 : Développements clés dans les politiques de lutte contre les changements climatiques
- Manuel N. 2 : Améliorer les informations sur le climat
- Manuel N. 3 : Introduction aux inventaires nationaux d'émissions de gaz à effet de serre (GES) - Mesure, Notification, Vérification (MNV)
- Manuel N. 4 : Planification à long terme des énergies de substitution (logiciel LEAP) et modélisation des Gaz à effet de serre (GES)
- Manuel N. 5 : Stratégie de développement bas-carbone (LEDS)
- Manuel N. 6 : Descendre l'échelle de la modélisation climatique pour une évaluation d'impact à haute résolution
- Manuel N. 7 : Mettre en relation la descente d'échelle, les impacts et le développement de stratégies d'adaptation

TABLE DES MATIÈRES

Mention Légale.....	2
Avant-propos	3
Liste d’acronymes	5
 1. INTRODUCTION.....	 7
2. CROISSANCE VERTE, ÉCONOMIE VERTE ET TRAJECTOIRES POUR UN DÉVELOPPEMENT À FAIBLES ÉMISSIONS : APERÇU	11
2.1 Changements environnementaux mondiaux.....	11
2.2 Croissance verte et économie verte	11
2.3 Stratégies de développement à faibles émissions.....	12
3. ANALYSE, PLANIFICATION ET COORDINATION DE LEDS.....	14
4. ORGANISATION, MISE EN ŒUVRE ET FINANCEMENT DE LEDS	18
5. COLLABORATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE POUR LES LEDS	21
6. EXEMPLES DE LEDS	25
6.1 Exemples de LEDS dans la région MOAN/MENA.....	25
6.2 Exemples de LEDS en Afrique	26
6.3 Exemples de LEDS en Europe	27
7. ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET CONCLUSIONS	30
8. RÉFÉRENCES	34

LISTE D'ACRONYMES

ACF	Africa Carbon Forum
FAC	Forum africain du carbone
AFAUT	Agriculture, forêts et autres utilisations des terres
BAU	Business As Usual
CDKN	Climate and Development Knowledge Network
MDP	Mécanisme de développement propre
Ci-Dev	Carbon Initiative for Development
FIC	Fonds d'investissement climatique
CRTC	Centre et réseau des technologies climatiques
DEG	Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (KfW)
IFD	Institution de financement du développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
ECN	Energy research Centre of the Netherlands
ECRAN	Environment and Climate Regional Accession Network
PEV	Politique européenne de voisinage
ESMAP	Energy Sector Management Assistance Program
SCEQE	Système communautaire d'échange de quotas d'émission
FONERWA	Fund for Environment and Climate Change in Rwanda
FMO	Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden (<i>Société néerlandaise pour le financement du développement</i>)
FVC	Fonds vert pour le climat
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GEEREF (EIB)	Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (<i>Banque européenne d'investissement</i>)
GET FiT	Global Energy Transfer Feed-in Tariffs
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

IEA	Agence internationale de l'énergie
IFC	Société financière internationale
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national
IAP	Instrument d'aide de préadhésion
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat KfW Kreditanstalt für Wiederaufbau
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
LCDS	Stratégies de développement sobre en carbone
LECB	Low Emission Capacity Building programme (<i>Programme de renforcement de capacités pour réduire les émissions de GES</i>)
LEDS	Stratégies de développement à faibles émissions
LEDS GP	Partenariat mondial pour les Stratégies de développement à faibles émissions
UTCATF	Utilisation des terres, changement de l'affectation des terres et foresterie MOAN Moyen Orient et Afrique du Nord
MNV	Mesure, notification et vérification
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
NA1	Pays hors annexe 1
MAAN	Mesures d'atténuation appropriées au niveau national
SNCC	Stratégie nationale relative aux changements climatiques
ONG	Organisation non gouvernementale
TF APD	Groupe de travail de l'Aide publique au développement
OPIC	Overseas Private Investment Corporation
PROSOL	Programme solaire
RCREEE	Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
TAIEX	Assistance technique et échange d'informations
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
USAID	United States Agency for International Development
VER	Voluntary Emission Reductions (Réduction volontaire des émissions)
FIC BM	Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale
WWI	World Watch Institute

1. INTRODUCTION

L'objectif général du projet ClimaSouth est d'appuyer la transition des pays de la PEV-Sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine et Tunisie) vers le développement sobre en carbone et la résistance aux changements climatiques. Ceci doit être accompli dans un contexte de développement durable et démocratique, en renforçant la coopération régionale, le partage d'informations et le développement des capacités d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

Dans le domaine de l'atténuation, l'objectif précis du projet est d'appuyer le renforcement des capacités institutionnelles d'atténuation pour un développement sobre en carbone, comprenant la Mesure, notification et vérification (MNV), des Stratégies de développement à faibles émissions (LEDS), et des Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN). Les analyses et enseignements tirés de consultations des parties prenantes menées lors de la phase préparatoire de ClimaSouth (février-juin 2013) ont identifié le renforcement de capacités en MAAN et l'identification et l'élaboration de LEDS comme étant parmi les principaux besoins pour presque tous les pays bénéficiaires.

Plusieurs initiatives globales et bilatérales fournissent déjà un soutien / une formation techniques en matière de MAAN et LEDS aux pays en voie de développement. Particulièrement utile, le Programme de renforcement de capacités pour réduire les émissions de GES (LECBP)¹, lancé en jan-

vier 2011 dans le cadre d'une collaboration entre l'Union Européenne (Commission européenne et États membres) et le PNUD. Depuis sa création, aussi bien la portée que l'étendue du LECBP se sont accrus, celui-ci comprenant 25 pays participants (parmi eux, l'Égypte, le Liban et le Maroc dans la région MOAN), et un soutien technique amélioré à travers des contributions de la Commission européenne, du Ministère fédéral allemand pour l'environnement, du Ministère australien du changement climatique et de l'efficacité énergétique, ainsi que de USAID. Ce programme collaboratif, à l'initiative des pays participants, a pour objectif le renforcement des capacités techniques et institutionnelles au niveau national, tout en facilitant l'inclusion et la coordination des secteurs public et privé dans les initiatives nationales relatives aux changements climatiques.

Dans ce contexte, les activités de ClimaSouth cherchent à appuyer le processus de la CCNUCC en apportant son soutien en synergie avec les initia-



¹ <http://www.lowemissiondevelopment.org/>

tives existantes, en utilisant les mêmes outils, complétant l'appui nécessaire et en ciblant les équipes nationales pour répondre à des besoins précis. Un séminaire régional a été tenu en avril 2015 à Marrakech (Maroc) pour aider les pays de la PEV-Sud à mieux comprendre les motifs justifiant l'établissement d'une stratégie de développement à faibles émissions et pour renforcer leur capacités à élaborer une vision durable de développement à faibles émissions.

Objectifs du séminaire

Ce séminaire de deux jours, ciblant des représentants de pays de la PEV-Sud cherchait à présenter les LEDS de façon claire, et montrer comment procéder pour élaborer de telles stratégies. Le séminaire cherchait également à montrer que le développement à faibles émissions peut produire un développement durable, et que certains défis peuvent être transformés en opportunités pour les économies nationales. Il voulait également montrer le rôle de la politique dans l'accomplissement des objectifs LED et le processus d'élaborations de politiques LED : définir une vision LED, élaborer une stratégie LED et mettre des actions LED en œuvre.

Les objectifs du séminaire :

- *démontrer qu'une croissance économique robuste est compatible avec une décarbonisation poussée ;*
- *faire le lien entre une trajectoire de développement à faibles émissions et les possibilités de financement offertes par le marché du carbone, le séminaire étant tenu immédiatement après le Forum africain du carbone (Marrakech, 13-15 avril 2015) ;*

- *renforcer la collaboration régionale et internationale à travers le partage d'informations et d'expériences et la mise en réseau.*

Plus concrètement :

- renforcer les capacités des pays bénéficiaires de Clima-South pour
 - élaborer une vision à long terme de planification du développement,
 - découpler la croissance et la décarbonisation des économies nationales,
 - exploiter au mieux le marché du carbone en tant que source complémentaire de financements,
 - étudier les approches et sélectionner les plus appropriées pour l'élaboration de LEDS en fonction de la conjoncture des différents pays et de leur ambition,
 - exploiter au mieux les ressources régionales et internationales disponibles.
- renforcer la collaboration/coordination régionale ;
- ouvrir la voie à l'élaboration de LEDS dans les pays bénéficiaires de Clima-South.

Public du séminaire

Ce séminaire ciblait les fonctionnaires responsables, ou impliqués, dans l'élaboration ou la mise en œuvre de politiques de développement durable dans les principaux secteurs de l'économie (énergie, agriculture et forêts,

industrie, logement, transport, etc.), le secteur des entreprises et les ONG travaillant activement dans le domaine de l’atténuation des changements climatiques. Les participants étaient également ciblés en fonction de leur intérêt pour le marché du carbone (via des projets de MDP ou des MAAN) pour tirer parti du Forum africain du carbone (occasion de rencontrer les acteurs clés du marché du carbone, étudier les nouveaux mécanismes de marché, les conditions nécessaires pour tirer profit du marché du carbone en tant que source potentielle de financement pour les MAAN, LEDS, etc.). Au-delà des animateurs de ClimaSouth, sept intervenants issus de différentes institutions et pays et 22 participants de 7 pays partenaires de ClimaSouth ont assisté au séminaire.

Contexte

La région méditerranéenne est une des plus vulnérables au réchauffement de la planète et aux impacts en termes de changements climatiques qui lui sont associés.

Ceux-ci touchent déjà et continueront à gravement affecter l’ensemble des secteurs économiques et la plupart des écosystèmes des pays méditerranéens. Les pauvres sont le segment de la population le plus durement touché par les inondations et sécheresses exceptionnelles, les canicules, la hausse du niveau de la mer, les pénuries d’eau, la modification des saisons agricoles et des rendements, la perte de la biodiversité, la migration des ressources marines, etc. Les risques économiques, sociaux, et environnementaux des changements climatiques sont immenses. Leurs impacts menacent d’anéantir les résultats de décennies entières de croissance et de développement. La capacité

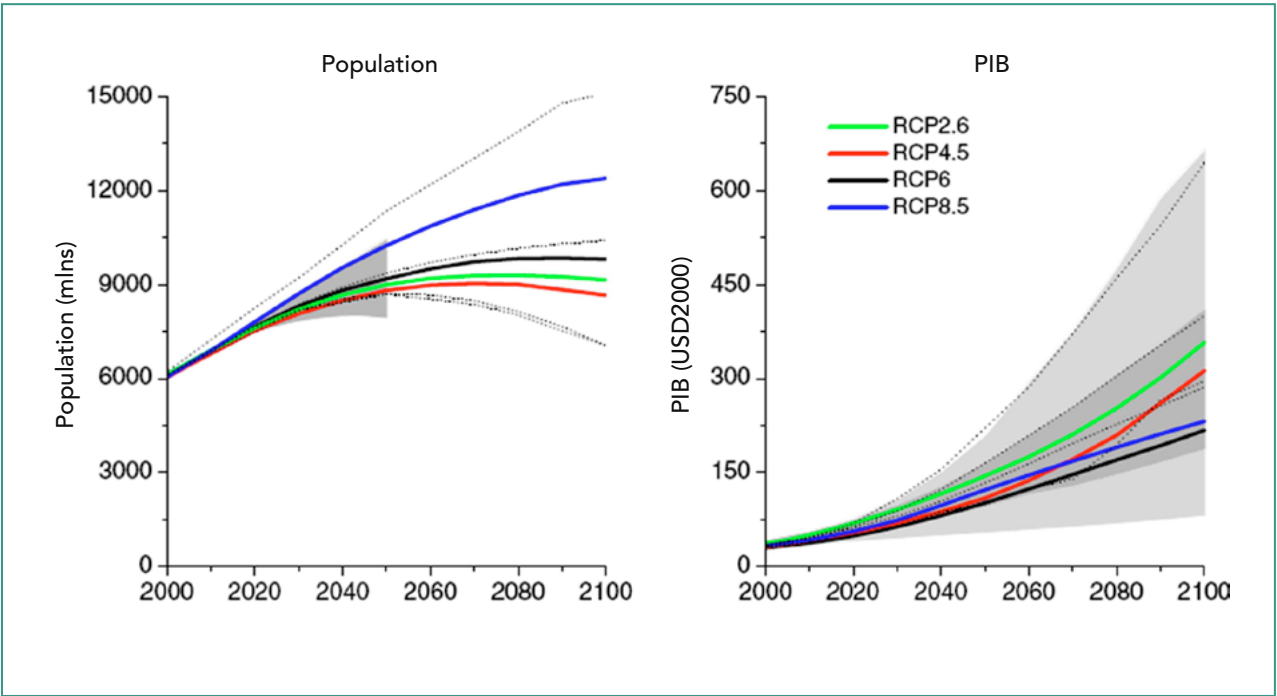


Schéma 1 : Population mondiale et émissions de CO₂
Source : van Vuuren et.al. 2011

des pays à atteindre leurs objectifs de développement socio-économique même les plus basiques, y compris l'éradication de la pauvreté et la continuation de la croissance économique, pourrait être compromise à l'avenir. Ces risques affectent tous les pays, tout aussi bien développés qu'en voie de développement.

Dans le cinquième Rapport d'évaluation (AR5) la contribution du deuxième Groupe de travail (WG2) conclut que même une augmentation de 2°C de la température de la planète représenterait une grave menace pour le bien-être des personnes. Maintenir le réchauffement planétaire en deçà de 2°C est indispensable pour le maintien des changements climatiques dans les limites des risques gérables et pour notre propre adaptabilité aux changements clima-

tiques. Toujours dans ce rapport, le troisième Groupe de travail (WG3) estime qu'en l'absence de réductions globales importantes des émissions de GES, la trajectoire actuelle prévoit une augmentation de la température moyenne de la planète de 3,7°C à 4,8°C par rapport à l'ère préindustrielle.

Lorsque certaines incertitudes sont prises en compte, cette fourchette s'étend de 2.5°C à 7.8°C d'ici la fin du siècle. Dans un monde de 4°C plus chaud, le climat et les phénomènes climatiques extrêmes auraient de graves répercussions sur les systèmes humains et physiques. Un engagement ferme au niveau mondial pour la réduction des émissions de GES et l'adoption d'une trajectoire de développement plus durable sont donc un facteur clé pour relever le défi d'une limite à 2°C. Les gouvernements, le milieu des affaires, la société civile et les individus doivent donc comprendre et mettre en œuvre les profondes transformations nécessaires pour atteindre cet objectif.

Selon les données scientifiques actuellement disponibles², la réduction des émissions mondiales de GES à un niveau compatible avec une limite de 2°C est encore possible, mais les pays doivent agir rapidement et de façon déterminée et coordonnée pour considérablement réduire les émissions mondiales.

Un développement à faibles émissions planifié et à long terme est la solution pour découpler la croissance économique de la croissance des émissions de gaz à effet de serre (GES). Dans ce contexte, l'élaboration d'une Stratégie de développement à faibles émissions (LEDS) est un des outils disponibles aux pays pour la réduction de leurs émissions de GES. Une LEDS est un cadre de planification et de mise en œuvre d'un développement à long terme et de l'ensemble de l'économie qui atteindra les objectifs de développement du pays tout en diminuant les émissions de GES.

² Le rapport AR5 du WG3 du GIEC, les rapports sur les Perspectives énergétiques mondiales (WEO) et les Perspectives des technologies de l'énergie (ETP) de l'AIE, et le rapport sur les Perspectives énergétiques mondiales (GEA) initiés par l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIASA).



2. CROISSANCE VERTE, ÉCONOMIE VERTE ET TRAJECTOIRES POUR UN DÉVELOPPEMENT À FAIBLES ÉMISSIONS : APERÇU

2.1 Changements environnementaux mondiaux

Au début du XXe siècle, la population mondiale totale avait déjà presque atteint les 6 milliards. D’ici 2050, ce chiffre devrait atteindre les 9 milliards ou plus. Néanmoins, il devient de plus en plus évident que le progrès de l’humanité a été obtenu au détriment de l’environnement.

Les changements climatiques sont aujourd’hui une réalité, leurs empreintes devenant de plus en plus visibles.

Les changements climatiques ne sont qu’un exemple des changements environnementaux mondiaux qui ébranlent les systèmes vitaux de notre planète.

Des évaluations exhaustives, comme le ‘Millennium Ecosystem’ (MA, 2005), ont démontré que la biodiversité et de nombreux biens et services écosystémiques dont l’humanité dépend sont en déclin ou en cours de dégradation.

Outre ces préoccupations mondiales, des changements environnementaux, comme la pollution de l’air ou de l’eau ou la dégradation des sols, font obstacle au objectifs de développement au niveau local, notamment la santé humaine et la sécurité alimentaire, aggravant encore les vulnérabilités aux changements climatiques.

2.2 Croissance verte et économie verte

Une approche plus globale visant à appuyer les piliers économique, social et environnemental du développement durable est nécessaire, les questions environnementales et de développement ne pouvant être visées indépendamment. Le développement et l’environnement devraient être traités ensemble si nous voulons maintenir les progrès réalisés en matière de bien-être des personnes dans un monde plus peuplé, interconnecté et dynamique.

La « croissance verte » consiste en la réalisation de gains en bien-être humain et d’objectifs de développement lors d’une période de changements, tout en cherchant à éviter toute conséquence néfaste pour l’environnement. L’objectif est de comparer les trajectoires possible pour un objectif de développement donné, tel que l’accès à l’énergie, et identifier les solutions qui sont non seulement économiquement viables mais également sensées du point de vu de l’environnement. L’accent est mis sur l’utilisation efficace des ressource, prévenir la pollution et le gaspillage et la réduction des vulnérabilités aux risques/dangers environnementaux ne pouvant plus être évités (p. ex., Sperling et al. 2012).

L’ « économie verte » représente essentiellement la cible ou l’état souhaitable pour une économie dans laquelle le bien-être humain s’accroît et les questions économiques, sociales et environnementales sont traitées de façon équitable. Il n’est pas certain qu’une croissance verte mène toujours à une économie verte. La croissance verte devrait être perçue comme un processus itératif. Des me-

sures et interventions prioritaires dans des pays développés peuvent être très différentes de celles de pays en voie de développement.

Les pays développés ayant déjà atteint un niveau de vie élevé, mais ayant également une empreinte écologique totale importante (émissions de GES, consommation des ressources, etc.) doivent relever le défi de réduire leur empreinte totale. Comparativement, la plupart des pays en voie de développement ont une empreinte écologique relativement petite ; leur défi prioritaire est de répondre aux besoins les plus pressants en termes de développement (p. ex. la réduction de la pauvreté, l'accès à l'énergie, l'eau et la sécurité alimentaire).

L'attention de la croissance verte dans les pays en voie de développement doit donc se concentrer sur l'atteinte de ces objectifs de développement, tout en découplant la croissance économique de l'épuisement des ressources naturelles, du gaspillage et de la pollution, pour que les progrès souhaités soient également durables. Par conséquent, les principaux objectifs sont les efforts de planification du développement en amont et les stratégies d'investissement des programmes, qui formeront un environnement propre à accueillir ces transformations.

2.3 Stratégies de développement à faibles Emissions

Une stratégie de développement à faibles émissions (LEDS) est un plan stratégique dirigé à l'échelle nationale dans l'objectif de réaliser un développement durable (stratégies de développement), réduire les trajectoires

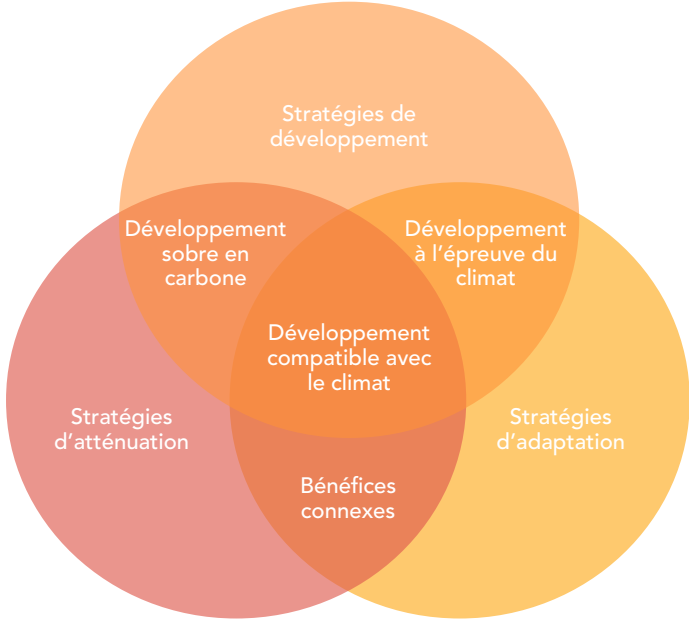


Figure 2 : Stratégie de développement compatible avec le climat

Source: adapted from Zadek, 2009, and informal communication with staff from the UK Department for International Development

d'émissions de gaz à effet de serre (GES) (stratégies d'atténuation) et accroître la résistance aux impacts des changements climatiques (stratégies d'adaptation). C'est une stratégie nationale à long terme pour réduire les émissions tout en favorisant un développement durable.

La combinaison de stratégies de développement peut être désignée sous le terme de « stratégie de développement compatible avec le climat », une stratégie nationale, de haut niveau, exhaustive et à long terme (Fig. 2).

Les stratégies de développement à faibles émissions doivent être considérées comme un volet essentiel des ambitions de croissance verte, focalisées sur la réduction des émissions et le renforcement de l'efficacité. On devrait insister sur le fait de découpler l'atteinte des besoins en développement de l'augmentation

des émissions dans des secteurs clés comme l’énergie, les transports, l’agriculture et autres utilisations des terres. Étant donné les tendances mondiales, les LEDS se doivent d’anticiper les potentielles opportunités de développement, tout en maîtrisant les risques et en favorisant la durabilité et la croissance verte. Les LEDS offrent une approche plus globale dans la sélection des trajectoires de développement ; dans ce contexte, étant donné qu’une grande partie de l’infrastructure est encore à construire, les pays en voie de développement ont l’opportunité de faire les choses différemment en ce qui concerne leur bouquet énergétique, leurs systèmes de transport et l’aménagement urbain.

Figure 3 : Stratégies de développement et LEDS



Tous les pays n’ont pas de document officiel ou de processus désigné LEDS. De nombreux pays incorporent néanmoins des concepts proches des LEDS dans d’autres mécanismes de planification, p. ex., la croissance verte ou des stratégies de développement durable, des plans nationaux relatifs aux changements climatiques, des stratégies pour l’énergie renouvelable et l’utilisation durable des sols (Fig. 3).

Lorsque des LEDS sont élaborées, il n’est pas nécessaire qu’elles soient innovantes. Elles peuvent intégrer des plans/stratégies déjà existants de développement compatible avec le climat. Quel que soit leur nom, les LEDS se distinguent par l’accent qu’elles mettent à la fois sur la stimulation du développement et la réduction des émissions de GES. Généralement, les Stratégies de développement à faibles émissions (LEDS) représentent un aspect, et contribuent au cadre plus large de la croissance verte et de l’économie verte. Les LEDS se concentrent en particulier sur la relation entre le développement et les changements climatiques, et cherchent à favoriser des objectifs économiques tout en produisant des bénéfices connexes en ce qui concerne l’atténuation et l’adaptation aux changements climatiques. Pour ceci, l’accent est mis sur les solutions stratégiques qui mettent les pays sur des trajectoires de développement aux émissions de GES réduites, comparé aux politiques et mesures du statu quo, ou « business-as-usual » (BAU).

L’intérêt des LEDS est principalement porté sur les secteurs de développement ayant traditionnellement contribué de façon importante aux émissions de gaz à effet de serre (GES), comme l’énergie, les transports, l’agriculture, les forêts, et la gestion des déchets. De plus, les liens potentiels entre l’adaptation aux changements climatiques et les opportunités en termes de mesures de renforcement des capacités de résistance peut aussi être pris en considérations. L’objectif est d’identifier des solutions permettant de répondre aux besoins de développement tout en minimisant l’impact sur le système climatique et en réduisant les vulnérabilités aux changements climatiques ne pouvant plus être évités. Les initiatives de LEDS sont donc directement liées à la croissance verte et aux efforts de planification de l’économie verte, qui pourraient mettre d’avantage l’accent sur la conservation et la gestion environnementales des ressources naturelles.

3. ANALYSE, PLANIFICATION ET COORDINATION DES LEDS

L’accent étant mis sur la transformation économique par l’élaboration d’un modèle de développement se servant de ressources naturelles de façon plus efficace et durable et minimisant les conséquences néfastes pour l’environnement, les LEDS (des initiatives de croissance verte et d’économie verte plus large, p. ex.) mettent particulièrement l’accent sur l’amélioration de la planification du développement et la programmation de l’investissement en amont. Ceci nécessite des analyses qualitatives et quantitatives des choix de trajectoires de développement. Comme le montre le schéma ci-dessous (Fig. 4), l’attention est portée sur l’offre d’un aperçu plus exhaustif des trajectoires de développement les plus réalistes pour un pays donné pour les décideurs et experts du développement. Il est tout aussi important d’établir la valeur relative de ces différentes trajectoires en termes de leurs conséquences économiques, sociales et environnementales dans tous les secteurs, en vue de maximiser les bénéfices et limiter les sacrifices le plus tôt possible lors du processus de planification du développement. Le processus d’élaboration d’une LEDS peut prendre jusqu’à deux ans à compléter, étant donné qu’il nécessite la participation de multiple secteurs, acteurs, et niveaux administratifs, y compris de hauts responsables publics et privés ayant un pouvoir décisionnaire.

Même s’il n’existe pas de formule unique de LEDS pouvant s’appliquer à tous les pays, une première étape essentielle de la création d’une LEDS est d’identifier les finalités et

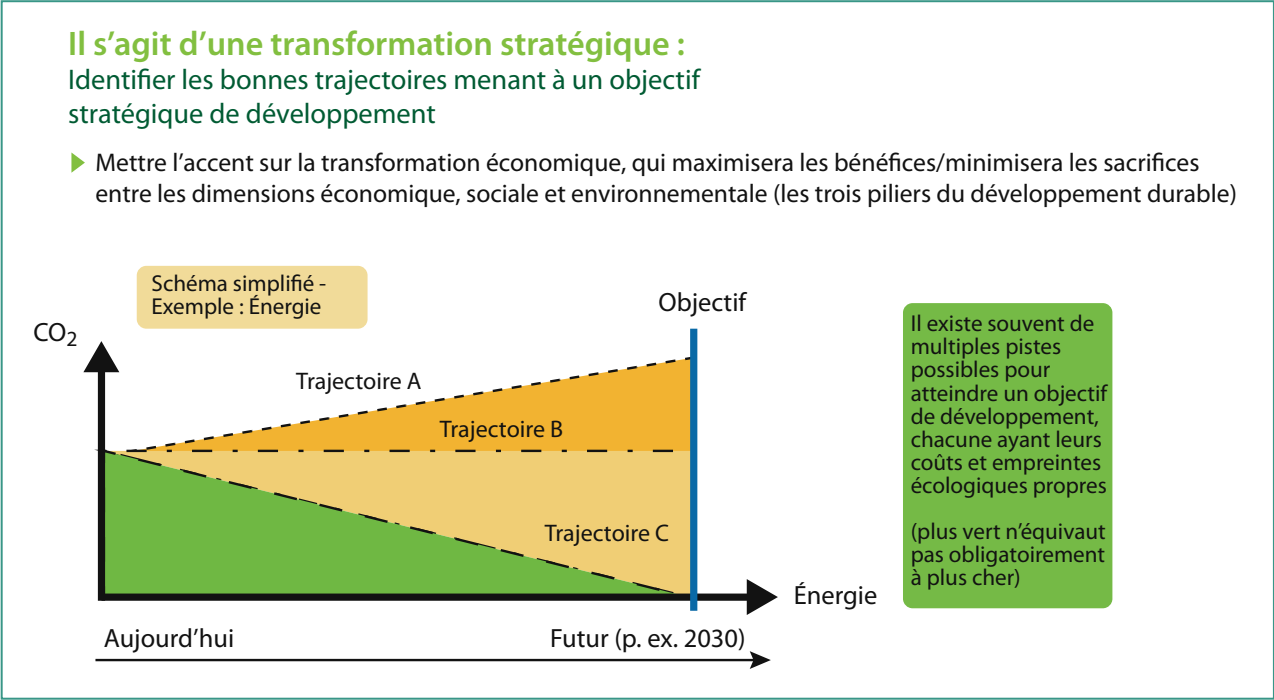


Figure 4 : Trajectoires de développement - Source: adaptation de Sperling

les acteurs clés, qui pourront fournir des orientations sur quels éléments importants qui devraient être inclus dans la LEDS. Selon la conjoncture nationale, ceux-ci pourraient comprendre :

- Vision/objectif : Une vision ou un objectif global peut servir à orienter les décisions politiques s’appliquant aux priorités relatives au développement et aux changements climatiques sur le long terme.
- Évaluation de la conjoncture : Une solide connaissance des principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre (GES) et de leurs indicateurs socio-économiques est fondamentale à l’élaboration d’une trajectoire.
- Projections des émissions, potentiel d’atténuation et coûts : Les trajectoires planifiées d’émissions BAU peuvent permettre de cerner la trajectoire nationale en termes d’émissions, et le potentiel d’atténuation et les coûts peuvent être une première étape pour l’identification d’actions d’atténuation.
- Évaluation de la vulnérabilité : Des exemples de l’impact potentiel des changements climatiques sur un pays peuvent servir à renforcer l’implication des parties prenantes, y compris le grand public, et aider à identifier les besoins d’adaptation et l’étendue du potentiel d’adaptation.
- Programmes et politiques prioritaires : Une démonstration des priorités politiques pour l’atténuation et l’adaptation, intégrées à une stratégie de développement économique, peut servir à identifier les potentielles synergies et compromis.
- Finance : L’alignement des politiques prioritaires avec le budget national et une démonstration des besoins de

financement peuvent représenter des informations importantes pour les acteurs nationaux et internationaux.

- Dispositions institutionnelles : Une explication des responsabilités des institutions en matière de mise en œuvre des actions peut servir à clarifier la distribution des rôles dans le gouvernement et rendre la mise en œuvre des politiques plus efficace.

L’étendue de la préparation de ces éléments par les pays, ainsi que le temps dévoué à leur préparation, peut dépendre de leur conjoncture national et des financements et aides disponibles. De potentiels éléments additionnels, tels que les coûts des actions d’adaptation, fourniraient d’importantes informations aux acteurs nationaux ainsi qu’internationaux, mais pourraient être plus difficiles à fournir pour certains pays en voie de développement. Dans ce contexte, l’identification et l’engagement des groupes d’acteurs concernés est important en vue de s’assurer d’un investissement et une prise en main adaptés pour les initiatives de LEDS/croissance verte. Des actions de sensibilisation sont nécessaires pour une compréhension générale de la pertinence de la croissance verte et des LEDS pour les processus de développement et pour créer des mécanismes de retour d’information, pour qu’une prise en main appropriée des initiatives s’accomplisse dans le temps par les groupes d’acteurs concernés et le public. Le cas échéant, des liens entre des processus nationaux et infranationaux devraient être pris en considérations, et des mécanismes devraient être créés pour capter les expériences sur le terrain et des exemples positifs de développement au niveau communautaire pouvant instruire l’élaboration de cadres propices aux niveaux national et

régional. Les groupes concernés et leurs rôles potentiels sont présentés ci-dessous :

- Organismes scientifiques et techniques : Fourniture de données et d'informations nécessaires à la prise de décisions fondées sur des faits et mesurer et suivre les progrès accomplis.
- Secteur privé : Afin d'intensifier les efforts entrepris et réaliser une transformation économique, la participation rapide du secteur privé via la sensibilisation, le dialogue, des mécanismes d'incitation et la réglementation est essentielle ; les Partenariats public-privé peuvent aider à minimiser les obstacles vers la croissance verte.
- Organisations non gouvernementales : Importantes pour l'évaluation d'initiatives de LEDS favoriser leur correction, le cas échéant ; un lien crucial entre la mise en œuvre et les projets au niveau des communautés et le cadre national.

Étant donné l'axe stratégique prédominant des LEDS et de la croissance verte, il est important que les efforts de programmation en résultant soient appuyés par des mécanismes de coordination efficaces dans tous les secteurs clés et groupes concernés. Ceci comprend l'implication totale des ministères compétents directement ou indirectement touchés par les choix développementaux effectués en faveur des actions de LEDS. De plus, la participation précoce des ministères des finances ou de la planification est un facteur clé. Les actions de LEDS devraient faire partie intégrante des processus principaux de planification du développement et ne pas être traités comme processus distincts ou parallèles. L'articulation des actions de LEDS à

la vision développementale de moyen et long terme d'un pays est donc aussi importante que leur implication dans les efforts de programmation du développement à plus court terme, tels que les documents stratégiques sur la réduction de la pauvreté, qui informent les dirigeants sur les investissements effectués.

Enseignements tirés

Dans la séance récapitulative de clôture, une liste de points saillants et de fondamentaux des LEDS a été proposée pour examen et les conclusions suivantes ont été tirées :

- Pour établir une LEDS efficace et adaptée aux objectifs de la trajectoire de développement susmentionnée, les étapes méthodologiques et recommandations suivantes doivent être prises en compte :
 - Identification et implication des acteurs : la formation de partenariats et de structures de coordination au niveaux national et infranational constitue une base solide pour la promotion d'une prise en charge, une capacité, et un consensus nationaux pour le développement à long terme.
 - Élaboration de scénarios de référence : dresser des estimations de l'évolution future des émissions de GES qui sont cohérents avec les objectifs nationaux de développement à long terme et le développement BAU.
 - Identification des solutions à faibles émissions : employer des solutions d'atténuation et de séquestration compatibles avec les objectifs développementaux.
 - Analyse coûts-bénéfices : évaluer les coûts connexes et les bénéfices des solutions à faibles émissions via

les taux applicables, les analyses coûts-bénéfices, de développement, et autres instruments analytiques.

- Élaboration de scénario(s) de développement à faibles émissions : élaborés dans le but de réaliser des objectifs de développement national à long terme.
- Plan d’action de développement à faibles émissions : la priorisation des différentes solutions de LEDS devrait se fonder sur des critères communs reflétant les objectifs de développement de façon transparente et inclusive.
- Lors de l’élaboration de LEDS, il est nécessaire de traduire la vision générale d’une croissance verte en une série concrète de variables analysables des bénéfices et un cadre robuste d’analyse des bénéfices, et d’utiliser un cadre analytique global mais potentiellement simple, intégrant un certain nombre d’approches complémentaires.
- Les pays devraient examiner attentivement comment une LEDS s’intégrerait avec d’autres instruments de planification déjà existants, pour minimiser les risques de contraintes supplémentaires et de chevauchements ou de conflits entres stratégies. Les LEDS peuvent intégrer et développer des stratégies déjà existantes, p. ex. des stratégies nationales de développement

durable, des changements climatiques et d’évaluation des besoins techniques. Il est également important de prendre en compte comment les informations contenues dans une LEDS (p. ex. les priorités politiques, les besoins en financement et en capacité) peuvent être communiquées à la communauté internationale. Ceci pourrait impliquer la diffusion publique des LEDS, ou inclure certains éléments d’une LEDS dans une communication nationale. La communication des bénéfices devrait être adaptée et robuste, s’adressant au nombreux différents publics affectés par la croissance verte, tout en individualisant des messages pour différents groupes aux intérêts établis différents (exemples - UE : mise en avant des économies en carburant que feront les automobilistes lors de l’annonce de limites pour les émissions des nouveaux véhicules ; Danemark : données empiriques offertes pour les personnes sceptiques du fait que les programmes verts réduisent l’intensité énergétique et maintiennent la croissance du PIB); employer des messagers crédibles et reconnus qui présenteront des communications robustes, adaptées et équilibrées, proposant des arguments factuels pour l’éloignement des stratégies de BAU (p. ex., en Inde, le Programme relatif à l’énergie rurale a été présenté à travers plusieurs différents médias, y compris le théâtre de rue en dialectes locaux).

4. ORGANISATION, MISE EN ŒUVRE ET FINANCEMENT DE LEDS

La mise en œuvre d’une Stratégie de développement à faibles émissions (LEDS) est un processus complexe, qui doit être élaboré avec soin et bien géré pour qu’il soit efficace.

Tout d’abord, un plan exhaustif de mise en œuvre est nécessaire. Puis, un dispositif transparent de Mesure, notification et vérification (MRV) des données, des informations et des émissions est également nécessaire. Si un soutien financier, technique ou de renforcement des capacités est sollicité en externe, une proposition de financement devrait être élaborée. Finalement, lors de la mise en œuvre elle-même, un dispositif de suivi de la mise en œuvre prenant en compte les enseignement tirés est nécessaire. Celui-ci résultera en un perfectionnement du plan de mise en œuvre et, potentiellement, la conception de la LEDS.

Les éléments principaux d’une LEDS efficace sont résumés dans la Figure 5 ci-dessous.

Pour assurer un bon déroulement, il est nécessaire d’élaborer un plan de mise en œuvre détaillé et de déterminer quelles sont les agences responsables de chacune des mesures prévues, ainsi qu’un mécanisme de coordination et de suivi interagences lors de la phase de mise en œuvre. Il est également nécessaire d’établir un dispositif permettant la révision et l’itération de la stratégie de LED, celui-ci se reposant sur les enseignements tirés lors de sa mise en œuvre. Il est souhaitable que les intervenants se réunissent régulièrement pour évaluer les progrès de la stratégie de



Figure 5: Elements of an Effective LEDS

développement à faibles émissions et ajuster le plan de mise en œuvre selon les circonstances notées.

Les dispositions prises pour le suivi et la Mesure, notification et vérification (MNV) des actions entreprises et les réductions des émissions de GES en résultant sont des éléments essentiels du plan de mise en œuvre. Ils devraient être ajustés à la conjoncture nationale, mais également correspondre aux normes et meilleures pratiques internationales.

Le plan de mise en œuvre devrait établir des calendriers, rôles, responsabilités, mesures de performance et disposi-

tifs de MNV, activités de liaison et de partenariat, et dispositifs pour un suivi et un perfectionnement continus. L'élaboration des plans de mise en œuvre doit inclure un large groupe d'acteurs concernés et les principaux organismes des secteurs pertinents au niveau national.

Les instruments financiers et politiques permettant un investissement et les flux de capitaux nécessaires pour la mise en œuvre d'une LEDS seront identifiés grâce à une évaluation des impacts socio-économiques et une analyse coûts-bénéfices des options prioritaires d'atténuation et d'adaptation. L'objectif est d'établir un cadre politique favorable à la captation et la stimulation d'investissement pour les actions climatiques prioritaires ayant été identifiées à travers le processus décisionnel multi-acteurs. Dans ce cadre, il existe un large éventail d'options de politiques de lutte contre les changements climatiques pour la mobilisation de capitaux pour les technologies vertes. Par exemple, il existe plus de 50 différents types de mécanismes de politique d'appui des alternatives en matière d'énergie renouvelable actuellement utilisés dans le monde.

De plus, les acteurs concernés par les mécanismes de financement de la lutte contre les changements climatiques sont nombreux, dispersés et aux intérêts divers ; ils comprennent environ 50 fonds publics internationaux, 60 marchés du carbone, et 6,000 fonds d'investissements privés. Les principales sources de financement des LEDS sont :

- Les Trésors publics nationaux
- L'APD et l'ONU via les TF et les Mécanismes de développement de projets (Infra et spécifiques au climat, p. ex., ACAD, CRTC)

- Les banques, fonds de capital-investissement et fonds-de-fonds multilatéraux, comme le GEEREF (BEI)
- La SFI, le FEM, le Fonds d'adaptation, le fonds spécial des changements climatiques, et la BM le FIC, le FVC
- Les IFD (p. ex., OPIC, KfW, DEG, FMO, et Proparco)
- Les mécanismes de MAAN (Allemagne / Royaume-Uni / Danemark / Belgique) (DE/UK/DK, BE) ?
- Les fonds pour lutter contre les changements climatiques (p. ex., Interact Climate Change Fund – dette et financement intermédiaire)
- Les fonds nationaux pour l'environnement, le climat et le développement industriel (p. ex., SA Green Fund, FONERWA, Sénégal, Kenya)
- Le marché du carbone (y compris le marché des VER).

Dans ce contexte, les formes de soutien typiques pour le financement des LEDS comprennent: des subventions pour la planification/EF et instruments de préparation de projet ; des capitaux de préinvestissement ; actions ; prêts conditionnels ou non ; garanties intégrales ou partielles des risques ; obligations municipales et vertes ; financements commerciaux et infra-projet. L'essentiel, cependant, est de permettre aux gouvernements infranationaux et nationaux des pays en voie de développement d'identifier et d'accéder aux financement potentiellement disponibles et appropriés pour les objectifs nationaux, et de se familiariser avec les nouveaux instruments financiers en cours de réalisation. Cette étape demande de rassembler les potentiels partenaires publics et privés, appuyés par les experts techniques et financiers compétents, pour conjointement évaluer et mettre au point les options prioritaires ayant été identifiées. Ceci permettra aux gouvernements d'identifier la combinaison optimale de politiques et d'instruments de financement public nécessaire pour attirer un flux financier catalyseur pour le développement à faibles émissions et résistant aux changements climatiques.

Étant donné les ressources financières limitées et la crise économique actuelle, les sources de financement pour la mise en œuvre de LEDS devraient être prises en considération lors de la conception d’une LEDS. Au delà de sources spécifiques de financement, une LEDS peut désigner les activités et politiques prioritaires eu égard au soutien budgétaire national, qui pourrait nécessiter un appui international. Ceci peut révéler les besoins en ressources et priorités à la communauté internationale, une potentielle fonction clé des LEDS dans un contexte international. De plus, aligner les priorités politiques avec le budget national peut faciliter la mise en œuvre d’une LEDS.

Recommandations aux responsables politiques

Au cours de la séance récapitulative de clôture, une liste de points saillants et de fondamentaux des LEDS a été proposée pour examen et les conclusions suivantes ont été tirées :

- Accélérer l’élan des LEDS en consacrant les dépenses nationales à des actions avec un meilleur rapport coût-efficacité.
- Encourager les institutions nationales de financement de la lutte contre les changements climatiques à organiser des enchères inversées pour identifier le meilleur modèle d’action d’entre Get FIT, Global Methane Initiative Pilot Facility, Ci-Dev.
- Évaluer l’atténuation des GES et les bénéfices connexes dans le cadre d’une évaluation régulière des projets et programmes dans le processus budgétaire. Ce faire dans une optique CDMT vs annuelle.

- Intégrer les réductions en GES dans les critères de performance ou de paiement lors de la conception de structures de PPP, d’appels d’offres et de concessions.
- Aligner et intégrer les cadres et processus d’investissement pour le climat et l’énergie propre
- Décentraliser l’élaboration de MAAN et de LEDS sectorielles au niveau des ministères compétents.

De plus, les points suivants ont été évoqués. Pour rendre les LEDS plus « bancables », les pays devraient :

- Délimiter les actions des MAAN et LEDS comme n’importe quel autre investissement infrastructurel – planifier et cadrer leur concept en termes d’additionnalité, d’effet catalyseur, de durabilité, des principaux bénéfices connexes pour le Trésor et le PS.
- Aligner la conception financière sur les principaux moteurs hors carbone (ou d’activité principale) :
 - Profitabilité ;
 - réglementation (effective ou anticipée) ;
 - développement technologique et innovation liée aux politiques industrielles ;
 - hausse des prix des combustibles fossiles ;
 - sécurité des approvisionnements ;
 - accès à l’énergie.
- Les acteurs, principalement le gouvernement, pourraient créer des mécanismes d’incitation favorisant les moteurs d’investissement secondaires et le respect des normes internationales de ES+G (p. ex., le principe de vigilance et les « Equator principles » de la SFI), de prestige, de valeur de marque/impact sur la réputation ainsi que la RSE, les considérations environnementales locales.

5. COLLABORATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE POUR LES LEDS

Plusieurs gouvernements ont produit des stratégies de développement à faibles émissions ou des plans similaires. Ces gouvernements, en tant que pionniers dans le domaine de la planification du développement à faibles émissions, ont bénéficié d'aides internationales pour mener à bien ce processus, à la fois par coopération multilatérale et bilatérale.

Les acteurs internationaux impliqués dans la coopération pour les LEDS comprennent :

- **Exemples multilatéraux :** La Banque africaine de développement, Le Partenariat mondial pour les LEDS (LEDS GP) et le Partenariat africain pour les LEDS (AfLP), le Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC), le « Global Green Growth Institute » (GGGI), le Partenariat international pour l'atténuation et la MNV, le Programme de renforcement des capacités pour réduire les émissions de GES du PNUD, les Programmes d'évaluation des besoins technologiques, MAAN et d'économie verte du PNUE, la Banque mondiale ;
- **Exemples bilatéraux actifs dans la région MOAN :** l'Agence française de développement (AFD), la Commission européenne (CE), l'Allemagne via le GIZ et l'Initiative internationale pour le climat, le Ministère du développement international du Royaume-Uni (le DfID, soutenant l'Alliance pour le climat et le développement -CDKN), le Programme de renforcement



des capacités pour les stratégies de développement à faibles émissions (EC-LEDS) des États-Unis.

Une liste non exhaustive des programmes d'aide internationale les plus importants pour une planification exhaustive de solutions à faibles émissions dans les pays en voie de développement est présentée dans le tableau suivant.

TITRE	DESCRIPTION
Programme de renforcement des capacités relatives aux changements climatiques	La Commission européenne et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) travaillent de concert avec cinq pays pour déterminer la portée des programmes, évaluant ainsi les besoins en renforcement des capacités pour les LEDS, MAAN, et la mesure, notification et vérification (MRV) dans le secteur public ainsi que les besoins en renforcement des capacités dans le secteur privé pour la mise en œuvre d’actions. Au cours de ce programme de trois ans, de 2010 à 2013, la Commission européenne et le PNUD cherchent à développer de solides systèmes d’inventaire des GES, développer des MAAN, et améliorer la MRV. Le Centre de recherche de l’énergie des Pays-Bas (ECN) soutient également ce programme en élaborant un programme de renforcement des capacités qui complètera les recommandations et propositions de MRV.
Activités du Fonds d’investissement climatique (FIC)	La Banque mondiale et les banques régionales de développement travaillent avec un certain nombre d’experts pour appuyer les pays dans l’élaboration de programmes et de plans liés aux outils de financement du FIC. Ceux-ci comprennent le Fonds pour les technologies propres et le Fonds stratégique climat, qui appuie le Programme d’investissement pour la forêt, Le Programme pilote pour la résistance aux changements climatiques, et le Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faibles revenus.
Projet pour les pays en voie de développement	Depuis 2005, le Centre pour une politique atmosphérique propre (CCAP) travaille avec cinq pays en voie de développement pour évaluer les opportunités d’atténuation des GES qui auraient l’impact économique le plus important, ainsi que d’autres bénéfices connexes. Le centre cherche aussi à soutenir les dans leur participation au processus de la CCNUCC.
Renforcement des capacités pour le développement à faibles émissions	L’agence. pour le développement international et le Département d’État des États-Unis travaillent avec plusieurs autres organismes et laboratoires nationaux pour soutenir la création de LEDS dans des pays en voie de développement. Leur appui reposera sur les efforts actuels de planification à faibles émissions des pays pour renforcer la capacité de conception, d’évaluation et de mise en œuvre de ces stratégies. Ces stratégies seront dirigées par les pays eux-mêmes, dans une recherche d’actions concrètes, et se focaliseront sur les objectifs développementaux propres à chaque pays.
Appui aux stratégies pour une croissance verte	Le « Global Green Growth Institute », une initiative récente du gouvernement de Corée du Sud et de la fondation ClimateWorks, va appuyer les pays en voie de développement dans la conception de « stratégies de croissance verte. » Ils travailleront avec un groupe de pays divers pour démontrer qu’un développement résistant aux changements climatiques et à faibles émission est possible dans toutes les conjonctures et secteurs. La conception de la méthodologie se concentrera sur le développement, l’atténuation, et la résistance aux changements climatiques. La première phase de soutien aux pays a débuté en 2010, et la Phase 2 en 2011.
Plateforme technologique internationale des énergies sobres en carbone (AIE)	L’objectif centrale de cette Plateforme technologique et d’accélérer et intensifier l’activité de développement et de diffusion de technologies énergétiques propres. Un forum, en cours de conception, rassemblera des acteurs travaillant pour susciter de nouveaux partenariats et activités pour renforcer le développement et la mise en œuvre de stratégies technologiques pour des énergies sobres en carbone et de feuilles de route technologiques aux échelles régionale et nationale. Ce forum facilitera l’échange d’expériences sur les meilleures pratiques pour les politiques technologiques et renforcera les capacités méthodologiques d’élaboration de politiques technologiques pour permettre une conception plus efficace et efficiente des politiques.
Programme d’études-pays sur la croissance sobre en carbone	Depuis 2007, le Programme d’assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) a travaillé avec sept économies émergentes pour préparer ces études, dirigées par les pays eux-mêmes et adaptées à leurs différentes conjonctures économiques. L’ESMAP a élaboré un cadre de procédure comprenant ces éléments : soutenir les objectifs nationaux, étudier la portée potentielle de la croissance sobre en carbone, mobiliser des ressources, renforcer les capacités, élaborer des trajectoires sobres en carbone, identifier les options d’atténuation des GES, et mettre les stratégies en œuvre. Ce programme se sert des enseignements tirés de sa mise en œuvre pour créer une série de « produits d’information », qui comprennent des documents sur les meilleures pratiques, des guides, et des outils d’e-learning, de formation interactive et de modélisation.
Appui à la planification de croissance sobre en carbone	La fondation ClimateWorks, la Fondation européenne pour le climat, « Project Catalyst » et McKinsey & Company ont appuyé douze pays dans leurs activités de planification de croissance sobre en carbone avant la Conférence des parties de l’ONU de 2009 sur les changements climatiques (COP 15). Cette aide s’est concentrée sur le développement durable, l’atténuation des GES et la résistance aux changements climatiques sur la base des priorités nationales et d’une vision stratégique. Les activités ont inclus une aide à l’élaboration de courbes de la réduction des coûts marginaux et à l’évaluation des impacts économiques.
Projet de stratégies de développement sobre en carbone	Le World Watch Institute (WWI) travaille avec deux régions sur l’élaboration de politiques complétant les stratégies de développement sobre en carbone. Le WWI prévoit d’élargir ce travail à d’autres pays, régions et municipalités.

TITRE	DESCRIPTION
Mitigation Action Plans and Scenarios (MAPS)	Ce programme, géré par SouthSouthNorth, mis en œuvre par le Energy Research Centre (ERC) à l'Université du Cap et des institutions à l'intérieur des pays concernés, et financée par le Children's Investment Fund Foundation (CIFF), a appuyé quatre pays en première et deuxième phases dans l'élaboration de plans d'action et de scénarios d'atténuation de 2010 à 2013. Ce programme a mis l'accent sur l'implication des acteurs et sur l'échange d'enseignements et de savoir parmi les pays en voie de développement.
Modèles de MAAN	Ecofys travaille avec le Mexique sur des modèles de MAAN pour les secteurs des transports et du bâtiment. Ecofys s'est servi de ce travail pour concevoir un rapport proposant des lignes directrices et des conclusions générales sur les MAAN sectorielles.
Mise en application de MAAN	L'institut international pour le développement durable (IISD) travaille avec deux pays sur l'élaboration de MAAN. Ce soutien se concentre en particulier sur les marchés publics durables (SPP), l'efficacité énergétique, la réforme des subventions pour les énergies fossiles, et l'agriculture. L'institut examine également des options de soutien aux pays les moins avancés (PMA) pour l'élaboration de MAAN.
Le programme "Paving the Way for Low-Carbon Development Strategies (LCDS)"	L'ECN travaille avec deux pays pour mieux comprendre les circonstances nationales liées à la planification du développement à faibles émissions. Ce programme cherche à appuyer l'élaboration de méthodologies de LCDS adaptées aux pays.
Quantifier les opportunités de réduction des émissions dans les économies émergentes	Ecofys a travaillé avec cinq économies émergentes pour créer des scénarios de réduction des émissions et évaluer 20 programmes d'études-pays de croissance sobre en carbone : Getting Started – Experience From Six Countries, ESMAP, 2009 politiques nationales de soutien au développement à faibles émissions. Cette étude a été utilisée pour comparer la « performance climatique » de ces pays.
Aide à l'élaboration d'une feuille de route	L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a produit plusieurs feuilles de route technologiques fournissant des informations sur le développement technologique, les besoins politiques, en matière de réglementation et légaux, les besoins financiers, la participation publique et la coopération internationale. L'AIE appuie maintenant des pays dans l'élaboration de feuilles de route technologiques et a produit un guide pour soutenir ce type de développement.
Évaluations des besoins technologiques (TNA) et Plans d'action technologiques (TAP)	Le Programme des Nations unies pour le développement et le Programme des Nations unies pour l'environnement-Centre Risoe appuient plusieurs pays dans l'évaluation de technologies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques les mieux adaptées aux conjonctures nationales. Ces TNA serviront à l'élaboration de TAP pour appuyer le transfert de ces technologies. Ce programme a débuté en 2009 dans quinze pays et a assisté 45 pays lors de ses trois ans d'existence.

Partenariat mondial LEDS

Le LEDS GP catalyse des actions et collaborations à travers plus de 160 pays et organisations internationales. Ce partenariat a été lancé en 2011 et implique aujourd'hui responsables gouvernementaux et experts de plus de 80 pays et plus de 60 organisations internationales, se servant

des logos de certaines des organisations internationales. Ce partenariat est parrainé par plusieurs organisations, son soutien principal provenant du gouvernement des États-Unis (Département d'État et USAID), du Royaume-Uni (via le CDKN) et la Banque interaméricaine de dévelop-

pement, ainsi qu’un probable appui supplémentaire de la Commission européenne en 2015. Le LEDS GP est organisé en Groupes de travail mondiaux qui fournissent un soutien et une formation technique dans les domaines de la planification et de l’intégration infranationale, des instruments d’analyse, de la finance dans différents secteurs (AFAUT, énergie, transports, déchets, finance, infranational, analyse des bénéfices). Les groupes de travail alimentent des plateformes régionales qui définissent les priorités et organisent un apprentissage par les pairs et la collaboration. Le LEDS GP est dirigé par un secrétariat et une comité de pilotage.

Partenariat LEDS Afrique

Sa mission est de promouvoir le développement sobre en carbone et résistant aux changements climatiques, pour la réduction de la pauvreté, la création d’emplois et la gestion environnementale en Afrique. Ses objectifs sont :

- Favoriser l’échange et la coordination d’informations parmi les programmes LEDS et les institutions nationales entreprenant et soutenant des LEDS ;
- Cultiver et soutenir des appuis aux LEDS en Afrique ;
- Renforcer les capacités de conception et de mise en œuvre des LEDS en Afrique

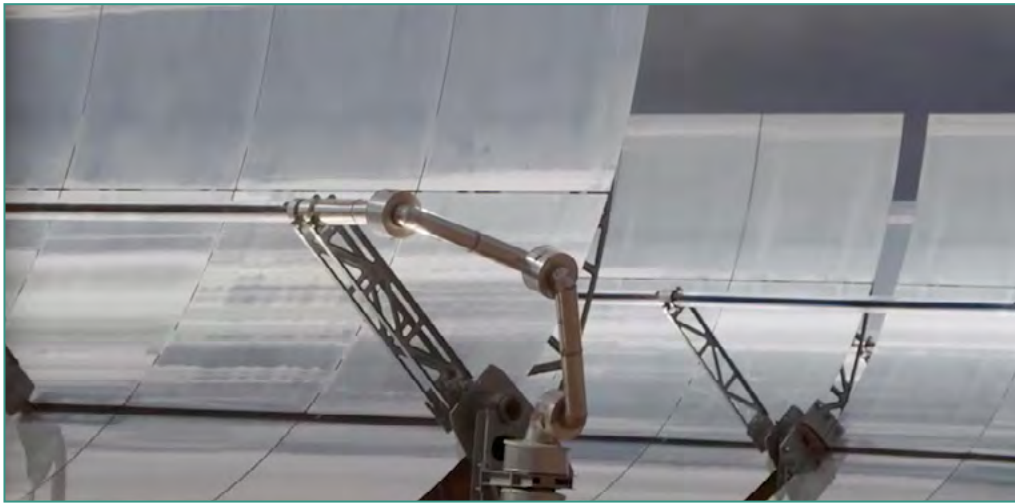
Assistance technique à distance des LEDS

- Assistance technique à distance gratuite pour les gouvernements de pays en voie de développement pour l’analyse des LEDS, l’intégration infranationale des LEDS, articulation de la résistance aux changements

climatiques et des LEDS, mesures de financement, d’énergie, des déchets et transports.

- Le soutien peut comprendre la révision des politiques, l’échange d’instruments et de lignes de conduite pour leur application pour faciliter la conception de politiques, entre autres.
- Soutien disponible à tous les pays et instituts techniques membres du LEDS GP

L’objectif de la séance sur les « Exemples de LEDS en Europe » était de fournir aux représentants des pays de la PEV-Sud une référence solide pour le processus de mise en œuvre en d’une LEDS et des impacts à travers l’analyse des expériences existantes au niveau régional (UE), de pays visés à l’Annexe I (Royaume-Uni et Italie) ou non (Monténégro), offrir différentes études de cas aux spécificités pouvant représenter les principaux problèmes potentiels qu’auraient à traiter les pays de la PEV lors du processus de mise en œuvre des LEDS.



6. EXEMPLES DE LEDS

Concrètement, l’objectif de cette séance était de fournir des exemples sur comment élaborer des LEDS pour les pays concernés et les opportunités et défis connexes, avec des exemples adaptés aux conjonctures nationales des pays participants, tout en insistant sur le rôle des politiques dans la réalisation des objectifs des LEDS et le processus d’élaboration de politiques liées aux LEDS (définir une vision de LED, élaborer une stratégie de LED et mettre une action de LED en œuvre).

6.1 Exemples de LEDS dans la région MOAN

Les pays du Moyen Orient et d’Afrique du Nord, la région MOAN, seront confrontés à une croissance marquée de leur population dans les années à venir, tandis que leur croissance économique devrait rester au même rythme. Ce scénario mènera à une hausse significative de la demande en énergie et en ressources naturelles. De plus, les politiques nationales favorisent la consommation énergétique en subventionnant les énergies fossiles comme le pétrole et le gaz. De ce fait, les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter et, avec elles, la pression sur les écosystèmes et les ressources naturelles.

Pour l’instant, l’atténuation des changements climatiques dans les pays du MOAN s’est concentrée sur l’augmentation de la proportion des énergies renouvelable dans

l’approvisionnement total en énergie primaire (ATEP) – le domaine considéré comme permettant les bénéfices les plus importants, en garantissant par exemple des ressources énergétiques nationales stables, ou en permettant la suppression graduelle des subventions. Des initiatives régionales, comme le Cadre arabe pour les énergies renouvelables (AREF), fournissent au MOAN un cadre commun pour leurs efforts nationaux de promotion de la production d’énergie à partie de sources renouvelables. Certains pays ont commencé à élaborer des mécanismes de financement et à concevoir des activités de réduction du CO₂ dans le secteur de l’énergie et d’autres domaines. Cependant, jusqu’à aujourd’hui, peu de recherches ont été menées sur les impacts que ceci aura sur la consommation énergétique et l’économie. Au niveau de la mise en œuvre, les conditions réglementaires nationales et l’intégration réelle des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques existants engendrent souvent des obstacles additionnels. L’usage d’autres technologies respectueuses du climat reste un phénomène marginal. Le partage d’expériences relatives aux technologies climatiques entre institutions spécialisées de la région n’a pas lieu à tous les niveaux de la hiérarchie et est trop peu fréquent.

Dans ce contexte, le RCREEE a été chargé par le Groupe de la Banque mondiale d’effectuer une étude de marché / analyse des difficultés pour 17 pays de la région MOAN sur le potentiel d’efficacité énergétique. L’analyse a identifié les obstacles et indicateurs de l’intensification de l’efficacité énergétique dans chaque pays. Ceux-ci comprennent

des obstacles institutionnels, politiques, réglementaires, de sensibilisation et communicatifs, de tarification et financiers. De plus, l'analyse a établi des projections de la demande énergétique pour les années 2020 et 2025, et estimé quels secteurs auraient le plus grand potentiel en termes d'efficacité énergétique. L'analyse était intégrée à la publication phare du RCREEE, l'Indice arabe de l'énergie future (AFEX) - Efficacité énergétique, édition 2015. Les principaux résultats et impacts du programme sont :

- Des soldes énergétiques actualisés compilés à partir de sources différentes pour 17 pays.
- Des données socio-économiques compilées pour 17 pays (sur 12 ans), y compris les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).
- Une version plus exhaustive de l'Indice arabe de l'énergie future (AFEX) - Efficacité énergétique, édition 2015.
- Les obstacles et indicateurs de l'intensification de l'efficacité énergétique ont été identifiés dans chaque pays. Ceux-ci comprennent des obstacles institutionnels, politiques, réglementaires, de sensibilisation et communicatifs, de tarification et financiers.
- Les projections de la demande énergétique pour années 2020 et 2025 ont été dressées, ainsi qu'une estimation des secteurs avec le potentiel le plus important en termes d'efficacité énergétique.

6.2 Exemples de LEDS en Afrique

Cette présentation portait sur un aperçu régional de l'élaboration de stratégies de résistance aux changements cli-

matiques en Afrique subsaharienne. Un aperçu de la situation énergétique de la région, comprenant la demande et l'offre énergétiques, a été présenté. Des programmes et projets résistants aux changements climatiques actuellement proposés dans la région ont été mentionnées, et deux études de cas de pays (Cap Vert et Kenya) ont été détaillées. Vous trouverez ci-dessous une fiche de synthèse de la présentation détaillée :

- Les pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à des obstacles aggravés par le manque d'accès à des services énergétiques plus propres, abordables et fiables.
- Les obstacles de développement associés aux impacts des changements climatiques nuisent considérablement au développement économique en Afrique subsaharienne.
- Une proportion importante des budgets nationaux sont consacrés aux énergies fossiles, fournissant une énergie peu fiable, non-durable et nuisible à l'environnement planétaire.
- Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont lancé des programmes et projets résistants aux changements climatiques pour fournir de l'énergie à leurs populations et pour le développement
- La bioénergie pourrait jouer un rôle majeur dans la quête d'énergies durables et fiables dans la région dû à ses ressources abondantes de biomasse.

Principales questions soulevées par les participants

- Les participants ont soulevé la question de l'impact de l'élaboration de projets résistants aux changements climatiques dans les pays à l'étude et ont demandé s'il existe des preuves de la réduction des émissions de dioxyde de carbone.
- Les participants étaient préoccupés par la promotion des biocarburants, estimant que les cultures bioénergétiques seraient en compétition directe avec les cultures alimentaires pour les sols et autres ressources.

- Préoccupés par la présence ou non de projets d’énergie hydroélectrique en développement dans la région.

Réponse aux questions soulevées par les participants

- La mesure, notification et vérification (MRV) des émissions de dioxyde de carbone est mise en œuvre en œuvre au niveau national. Il n’existait pas d’informations immédiatement disponibles de la part des pays à présenter aux participants.
- Cependant, puisque des projets résistants aux changements climatiques comme les énergies solaire et éolienne n’émettent pas de dioxyde de carbone, ceci pourrait déjà être vu comme une preuve acceptable de l’atténuation des émissions de GES, bien que des données statistiques et quantitatives devront en tous les cas être réunies.
- En ce qui concerne la promotion des biocarburants, les participants ont été informés que les biocarburants pouvaient être produits à travers des politiques agricoles adaptées, p. ex., le zonage des sols pour la production animale ou la culture alimentaire, des systèmes propriété foncière et la décision de choisir des cultures bioénergétiques pour les cultures non alimentaires.
- Les effets des impacts des changements climatiques sur la sous-région ont entraîné des précipitations irrégulières, l’imprévisibilité et la variabilité du régime pluvial empêchent la viabilité de petits projets hydroélectriques, surtout lorsque la source de la rivière n’est pas protégée. L’Afrique subsaharienne a un potentiel hydroélectrique prometteur, tels que peuvent le démontrer certains rapports de base. La planification actuelle

dans plusieurs pays comprend de petits projets électriques sur des rivières aux ressources abondantes.

6.3 Exemples de LEDS en Europe

Le contenu de cette séance était articulé selon une approche verticale, commençant par l’expérience régionale, en présentant la vision globale de l’UE et son Cadre pour le climat et l’énergie 2030 et la Feuille de route à l’horizon 2050, puis se concentrant au niveau national, avec 3 études de cas représentatives :

- D’un pays aux LEDS déjà élaborées et en vigueur, le Plan de transition vers une société sobre en carbone du Royaume-Uni.
- Un pays visé à l’Annexe I avec un ensemble de politiques sectorielles sobres en carbone, le Schéma de réduction des émissions de CO₂ de l’Italie.
- Un pays hors Annexe I élaborant actuellement une Stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques – Le Monténégro.

La dernière partie de la séance était dédiée à la description des enseignement tirés et une proposition de conclusions principales de la séance.

Niveau UE

Les efforts entrepris au niveau de l’UE pour la définition de sa vision du développement à faibles émissions ont été cadrés dans le contexte du défi mondial pour l’atténuation, détaillant les engagements internationaux de l’UE et de la trajectoire de développement de LEDS de l’UE, axée en particulier sur les objectifs 20-20-20 et les objectifs connexes. De plus, la séance a fourni un aperçu de l’évolution des objectifs d’émission dans le contexte élargi de la Feuille de route 2050 de l’UE pour le Cadre pour le climat et l’énergie 2030.

Des estimations de besoins en investissement pour le soutien et la mise en œuvre des politiques de réduction des émissions dans l’UE ont été données,

fournissant des détails sur le budget, les objectifs et le fonctionnement de lignes de financement existantes (2013–2020) et proposées (2021–2030), telles que la mise aux enchères, l’attribution gratuite, la Réserve destinée aux nouveaux entrants (RNE), le Fonds pour l’innovation et le Fonds pour la modernisation. Sur la base des éléments présentés, les principaux enseignements tirés des études de cas étaient les suivants :

- Les politiques climatiques et énergétiques demandent des investissements importants ; le Cadre 2030 nécessite plus d’investissements, les besoins les plus importants se trouvant dans les États membres à plus faibles revenus.
- La majorité des investissements privés requièrent un environnement réglementaire stable et un marché du carbone renforcé.
- Les ressources publiques doivent être canalisées plus efficacement pour mobiliser et intensifier les investissements privés.
- Investir aujourd’hui représente une opportunité de faciliter la transition sobre en carbone de l’UE.

Le Plan de transition vers une société sobre en carbone du Royaume-Uni.

Le « UK Low Carbon Development Plan », approuvé en 2009, établit comment le Royaume-Uni réalisera sa décarbonisation dans le cadre de sa politique énergétique globale, effectuant une transition vers une économie sobre en carbone tout en conservant sa sécurité énergétique, et

en minimisant les coûts au consommateur, en particulier pour ceux vivant dans des ménages moins favorisés. Dans cette séance, le Plan de transition vers une société sobre en carbone du Royaume-Uni a été exposé, en commençant par son historique et son raisonnement, intégré dans la réglementation européenne (paquet « climat et énergie » de l’UE, objectif 20-20-20 de l’UE, etc.) et le droit britannique (Climate Change Act de 2008, Budgets carbone quinquennaux, Politiques publiées pour respecter les budgets). Un intérêt particulier a été accordé à la présentation du « Carbon Budget & Target » sectoriel, détaillant la trajectoire prévue de réduction des émissions et présentant les mécanismes de financement et de soutien envisagés par le gouvernement, en prêtant particulièrement attention aux aspects liés à la mobilisation du secteur privé et la canalisation efficace du financement publique et des IFI. De plus, un aperçu des principales mesures proposées a été donné pour fournir des exemples de mesures réelles pour la réduction des émissions de carbone et des potentiels avantages et éléments critiques connexes.

Pour conclure, les dernières statistiques et projections de la demande, de l’offre et des émissions de gaz à effet de serre (GES) publiées par le Ministère britannique de l’énergie et des changements climatiques (DECC) ont été fournies pour illustrer les effets de la mise en œuvre d’une stratégie sobre en carbone : notamment, selon les dernières projections et statistiques, le Royaume-Uni a respecté son premier budget carbone (2008-2013) de 36 Mt-CO₂ ; de plus, le gouvernement a une série de politiques pour respecter les budgets carbone numéros deux et trois ; les projections de 2013 à 2022 suggèrent que le Royaume-Uni les respectera tous deux.

ITALIE –2013-2020 Schéma de réduction des émissions

N’ayant pas encore formulé de Stratégie globale de développement à faibles émissions officielle, l’étude de la mise en œuvre de LEDS en Italie a été présentée en partant des expériences du Schéma national 2013-2020 pour la réduction des émissions de CO₂, approuvé en 2013 en tant que mise à jour

du schéma 2003-2010. Ceci représente un outil important au niveau national pour la décarbonisation des secteurs économiques du pays et est un élément fondateur de la vision à long terme de la réduction des émissions en Italie. Concrètement, lors de cette partie de la séance, l'aperçu des deux scénarios (tendances des mesures approuvés jusqu'à 2010, tendance des mesures après 2010) a été donné en tant que base pour l'évaluation des mesures de réduction des émissions proposées, complété d'une description détaillée des mesures proposées suivantes :

- élaboration d'un catalogue de technologies, systèmes et produits pour la décarbonisation de l'économie italienne ;
- introduction de la taxe carbone (ressources pour renforcer le Fonds pour Kyoto);
- promotion de l'efficacité énergétique, la production distribuée et la création de réseaux intelligents pour des « villes intelligentes » ;



- extension jusqu'à 2020 du crédit d'impôt (55 %) pour l'investissement dans l'économie sobre en CO₂ ;
- gestion des forêts en tant que réservoirs de capture du CO₂ et pour la production de biomasse et de biocarburants ;
- examen et mise à jour financière annuelle à travers la législation financière nationale et documents nationaux sur la planification économique et financière, schéma principal le financement pour la mise en œuvre des actions de réduction des émissions de GES proposées.

Monténégro – Stratégie nationale relative aux changements climatiques (NCCS)

L'objectif de cette partie de la séance était de fournir aux représentant des pays bénéficiaires des exemples des efforts déployés pour la mise en œuvre de LEDS élaborés par un pays hors annexe I. Le Monténégro fait partie de l'espace EU, est indépendant depuis peu (depuis 2006), et son climat et sa morphologie sont typiquement méditerranéens.

Dans cette partie de la séance, la conjoncture nationale du Monténégro et les politiques nationales et cadres légaux pertinents ont été présentés. La relation fonctionnelle entre les différentes stratégies a également été présentée, en particulier celles, déjà existants, qui cherchent à réduire les émissions de GES aux niveaux national, local ou sectoriel, avec un accent mis sur le lien entre la Stratégie nationale pour le développement durable et la Stratégie nationale relative aux changements climatiques du Monténégro. Cette dernière est actuellement en cours d'élaboration avec le soutien bilatéral de la Commission européenne. De plus, un aperçu des mesures préliminaires proposées dans la SNCC ainsi que leur calendrier de mise en œuvre ont été fournis, avec une estimation indicative des investissements nécessaires pour leur mise en œuvre, suivie d'une description de l'état actuel du soutien gouvernemental, de l'assistance multilatérale et des mécanismes financiers basées sur le marché.

7. ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET CONCLUSIONS

Dans la séance récapitulative de clôture, une liste de points saillants et d'éléments fondamentaux des LEDS a été proposée pour examen et les conclusions suivantes ont été tirées :

- Les Stratégies de développement à faibles émissions sont des instruments politiques qui identifient les sources d'émissions de GES d'un pays et priorisent les options existantes pour leur atténuation ; Les LEDS cherchent à réaliser un développement économique et social à travers des actions d'atténuation.
- La mise en œuvre de LEDS peut exploiter des politiques de financement et d'assistance, qui aideront à favoriser les conditions pour l'investissement du secteur privé dans des actions d'atténuation.
- Au niveau national, les LEDS sont des instruments politiques dirigés par les pays eux-mêmes.
- Au niveau international, elles appuient l'objectif mondial de réduction des émissions de GES et contribuent à attirer un soutien et une reconnaissance internationaux des MAAN.

Sur la base des remarques précitées, les facteurs suivants ont été identifiés comme étant des éléments clés d'une mise en œuvre réussie des LEDS:

- Engagement et encadrement de haut niveau.

- Intégration à la planification du développement ; approche transversale.
- Base solide de données et d'analyses scientifiques (inventaire des GES, BAU, scénarios, etc.).
- Transparence de l'approche et des prévisions.
- Participation et implication des acteurs.
- Accepter une assistance technique et l'usage d'un apprentissage entre pairs.
- Les LEDS doivent être vues comme un document vivant et dynamique.
- Structure de coordination interministérielle comprenant les ministères clés (environnement, finance, économie, énergie, etc.).

Questions et réponses

En plus de la discussion autour des remarques finales, une séance de questions-réponses a eu lieu pour stimuler la collecte d'informations supplémentaires et faciliter l'échange d'expériences entre pairs ; les questions posées par le public concernaient principalement :

- Les besoins et opportunités de financement des LEDS.
- L'interaction potentielle entre les LEDS et le secteur des hydrocarbures.

- Investissements de temps et de ressources nécessaires pour la mise en œuvre.

Les questions sur les besoins et opportunités de financement des LEDS ont été traitées, avec des exemples d’interactions entre donateurs bilatéraux, gouvernements, le secteur privé et la population. Le programme PROSOL, par exemple, financé par le PNUE et le Ministère italien de l’environnement, du territoire et de la Mer, se met actuellement en œuvre avec succès en Tunisie dans le but d’appuyer la mise en place de chauffe-eaux solaires dans des logements et bâtiments commerciaux et tertiaires. Des discussions à propos de dispositifs gouvernementaux et fiscaux potentiels ont également eu lieu (un crédit d’impôt (55 %) pour les investissements dans l’économie sobre en CO₂ en Italie ; tarifs de rachat, financements préférentiels, tarification différentielle et garanties de crédit, SCEQE) ainsi que pour les dispositifs de soutien d’organismes internationaux (BERD, IRENA) et les programmes d’assistance technique (TAIEX, IAP, ECRAN). De plus, des opportunités de coopération avec des partenariats internationaux dédiés au soutien de LEDS, comme le Partenariat LEDS at ses organisations régionales (Partenariat LEDS Afrique) ont été mentionnés et encouragés.

Les hydrocarbures sont un secteur économique moteur de la région et les économies de certains des pays participants dépendent fortement d’eux ; de nombreuses questions ont donc été soulevées pour identifier des actions potentiellement capable d’atténuer les émissions de GES du secteur sans limiter son efficacité et sa rentabilité. Dans ce contexte, les économies d’énergie et d’argent liées à la mise en œuvre de mesures d’efficacité énergétique et d’atténuation des GES ont été mises en avant à travers des exemples de projets de MDP mis

en œuvre dans des installations pétrolières et gazières (M’Boundi Congo - récupération du gaz de raffineries), et un aperçu des points forts et faibles de la capture et du stockage du carbone.

Les changements climatiques sont un problème intersectoriel qui présente des défis importants pour les différentes institutions sociales chargées de la conception et de la mise en œuvre de politiques s’y attaquant ; l’élaboration et la mise en œuvre d’une LEDS demande donc souvent un temps et des ressources considérables. Dans ce contexte, le public du séminaire a demandé à ce qu’on lui fournisse des exemples de calendriers et de ressources nécessaires estimés pour la mise en œuvre de mesures spécifiques ; des exemples ont été tirés du plan d’action pour la mise en œuvre de la SNCC du Monténégro (horizons à 5, 10 et 15 ans) et de la trajectoire prise pour la mise en œuvre du Plan de transition vers une société sobre en carbone du Royaume-Uni. Ce dernier a débuté en 2009 et produit déjà des résultats en termes de réductions d’émissions et d’emplois. Pour fournir des chiffres budgétaires indicatifs pour des mesures spécifiques, la TNA du Monténégro et le rapport d’activité annuel du DECC sur la mise en œuvre Plan de transition vers une société sobre en carbone du Royaume-Uni ont été cités.

Conclusions

Les discussions et analyses ayant eu lieu tout au long de la séance ont révélé le fait que son public voyait les Stratégies de développement à faibles émissions comme un instrument politique volontaire permettant d’identifier

les sources de GES d’un pays et de prioriser les options d’atténuation, en se concentrant sur le développement économique et social à travers des actions d’atténuation. Au niveau national, les LEDS sont vues comme des instruments politiques dirigés par les pays eux-mêmes, alors qu’au niveau international, elles sont perçues comme des outils appuyant l’objectif mondial de réduction des émissions de GES et servent à attirer un soutien et une reconnaissance internationaux des MAAN.

Les représentants des pays bénéficiaires ont compris le potentiel créé par la mise en œuvre d’une LEDS pour l’obtention de politiques de financement et de soutien, qui aideront à favoriser les conditions pour l’investissement du secteur privé dans des actions d’atténuation.

Il a également souligné le besoin d’informations supplémentaires au sujet des impacts potentiels sur les secteurs économiques nationaux. De plus, le public a assimilé les facteurs clés suivants pour la mise en œuvre réussie d’une LEDS :

- Engagement et encadrement de haut niveau.
- Intégration à la planification du développement ; approche transversale.
- Base solide de données et d’analyses scientifiques (inventaire des GES, BAU, scénarios, etc.).
- Transparence de l’approche et des prévisions.
- Participation et implication des acteurs.
- Accepter une assistance technique et l’usage d’un apprentissage entre pairs.
- Une LEDS doit être vue comme un document vivant et dynamique.

- Structure de coordination interministérielle comprenant les ministères clés (environnement, finance, économie, énergie, etc.).

Pour offrir un soutien supplémentaire à l’élaboration de LEDS dans les pays de la PEV-Sud, des formations supplémentaires sur la planification, conception et gestion des LEDS pourraient représenter un outil important pour la sensibilisation. Elles serviraient également à coordonner des équipes de différents organismes, puisque certains des apprenants seront impliqués dans la gestion de LEDS plutôt que dans leur conception directe. Ceci comprendrait également une formation sur comment établir des équipes d’experts pour l’évaluation. Comme indiqué plus haut, les formations offertes devraient être envisagées comme un point de départ pour une série de séances de formation additionnelles, qui devront être conçues sur-mesure pour les pays méditerranéens représentés dans ce programme ; le futur travail des apprenants devrait principalement s’axer sur :

1. l’élaboration de recommandations détaillées et spécifiques au pays pour la préparation de LEDS;
2. fournir des séances de formation pratique sur l’usage de mécanismes de soutien et de partenariats de LEDS.

Recommandations pour les formations futures

Cette séance a révélé certains des besoins de formation des participants intéressés, mais pas forcément responsables de l’élaboration de LEDS ou de l’intégration d’éva-

valuations sectorielles dans leur stratégie nationale. La formation fournie devrait donc être envisagée comme un point de départ pour une série de séances de formation additionnelles, qui devront être conçues sur-mesure pour les pays méditerranéens représentés dans ce programme. Dans ce contexte, la communication, l'échange de connaissances et l'usage d'apprentissage entre pairs aux niveaux régional et international devraient être renforcés et encouragés, en se référant à l'expérience et aux meilleures pratiques relatives aux lacunes des données des LEDS. Celles-ci comprennent les choix de données, leurs sources, et les facteurs d'émissions parmi les pays de la région, l'accent étant mis sur la collecte de données et de statistiques et l'analyse de sensibilité, comprenant l'échange d'expériences.

Détenir davantage d'informations (et leur analyse) sur le paysage du financement de la lutte contre les change-

ments climatiques, les activités de donateurs multilatérales et les schémas de soutien du transfert de technologies et d'expérience au niveau international, se focalisant sur les différents programmes, dispositifs, budgets et règlements, pourrait permettre d'avoir une vision mieux définie des LEDS et de meilleurs plans de mise en œuvre.

De plus, des informations et exemples démontrant comment intégrer des mesures de développement sobre en carbone et leurs impacts sur les taux d'émissions et les secteurs économiques au niveau national devraient être fournis pour promouvoir l'intégration de ces pratiques et de leurs effets dans le cadre politique et de marché national. Ceci permettrait aux pays hors Annexe I d'exploiter pleinement les mécanismes et opportunités et de favoriser l'élaboration de LEDS robustes et exhaustives, favorisant l'échange d'expériences et d'informations entre les pays cibles et renforçant les capacités de gestion efficace des LEDS.



8. RÉFÉRENCES

- AfDB et OCDE, 2013. Enabling Green Growth in Africa. Atelier régional conjoint, Lusaka, Zambie. Rapport d'atelier.
- AfDB et WWF, 2012. Africa Ecological Footprint Report. Banque africaine de développement et le World Wide Fund for Nature. Tunis et Gland.
- Crutzen, P. 2002. Geology of mankind. Nature 415.
- GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2014. Changements climatiques 2014 : Les éléments scientifiques. Résumé à l'intention des décideurs. Cambridge University Press, Cambridge et New York.
- MA, Millennium Ecosystem Assessment, 2005. Ecosystems and Human Well-being: Synthesis. Island Press, Washington, DC.
- Rockstrom, J., W. Steffen, K. Noone, A. Persson, F. S. Chapin, III, E. Lambin, T. M. Lenton, M. Scheffer, C. Folke, H. Schellnhuber, B., Nykvist, C. A. De Wit, T. Hughes, S. van der Leeuw, H. Rodhe, S. Sorlin, P. K. Snyder, R. Costanza, U. Svedin, M. Falkenmark, L., Karlberg, R. W. Corell, V. J. Fabry, J. Hansen, B. Walker, D. Liverman, K. Richardson, P. Crutzen, et J. Foley. 2009. Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity. Ecology and Society 14(2): 32.
- Sperling, F. I. Granoff. et Y. Vyas (2012). "Facilitating Green Growth in Africa: Perspectives from the AfDB."
- van Vuuren, D.P. et al. 2011. The representative concentration pathways: an overview. Climatic Change, DOI 10.1007/s10584-011-0148-z.

Autre documents

- [www.unfccc.int/Updated CGE training materials](http://www.unfccc.int/Updated_CGE_training_materials)
- [www.unfccc.int/national communications](http://www.unfccc.int/national_communications)
- www.ipcc.int
- <http://www.ipcc-nggip.iges.or.jp/software/>
- Guide pour NA1 : <http://unfccc.int/2607.php>
- Supports de formation du GCE des inventaires nationaux de GES Établissement de systèmes de gestion durables des inventaires nationaux de GES, [http://unfccc.int/national_reports/nonannex i natcom/training material/methodological documents/items/349.php](http://unfccc.int/national_reports/nonannex_i_natcom/training_material/methodological_documents/items/349.php)

- US EPA "National System Templates: Building Sustainable National Inventory Management Systems"
<http://www.epa.gov/climatechange/Downloads/EPAactivities/Complete-TemplateWorkbook.doc>
- NCSP/PNUD "Lessons Learned and Experiences from the Preparation of National Communications from non-Annex I Parties to the UNFCCC" <http://ncsp.undp.org/news/lessons-learned-and-experiences-preparation-nationalcommunications-non-annex-i-countries>
- Lignes directrices 1996 du GIEC - version révisée,
- Recommandations du GIEC en matière de bonnes pratiques et de gestion des incertitudes pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GIEC 2000), and
- GIEC Recommandations en matière de bonnes pratiques pour le secteur de l'utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie (GIEC 2003).
- GPG-2000;
- Changements climatiques 2013 : Les éléments scientifiques Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du GIEC (Thomas Stocker & Qin Dahe, 259 auteurs provenant de 39 pays, WGI Technical Support Unit Team;
- Conclusions du Groupe de travail I au cinquième rapport d'évaluation du GIEC, R. K. Pachauri, 11/11/2013 Warsaw, Poland;
- Highlights of the New IPCC Report, Gian-Kasper Plattner, Chef du GT I TSU du GIEC, 259 auteurs de 39 pays différents, les coprésidents du WGI et TSU Team;
- Application Web NAIIS (version 1.1.3) Manuel d'utilisation (au 10 février 2014)
- 6^e Communication nationale de l'Italie à la CCNUCC;
- 1^{re} Communication nationale du Monténégro à la CCNUCC
- Data management systems for national greenhouse gas inventories: Insight from ten countries, World Resources Institute (Working paper, 2015)

Ressources de financement de la lutte contre les changements climatiques

- Climate Finance Options – Funding database

- Climate Public Expenditures and Institutional Reviews (méthodologies, exemples)
- Site web du PNUD LECB
- Climate Funds Update
- Demystifying Private Climate Finance (UNEP FI)

Exemples de LEDS nationales

- Ethiopia Climate-Resilient Green Economy Strategy (CRGES) — http://www.uncsd2012.org/content/documents/287CRGE%20Ethiopia%20Green%20Economy_Brochure.pdf
- Kenya National Climate Change Action Plan — http://cdkn.org/wp-content/uploads/2012/04/National-Climate-Change-Response-Strategy_April-2010.pdf
- Rwanda National Strategy for Climate Change and Low Carbon Development — <http://cdkn.org/wp-content/uploads/2010/12/Rwanda-Green-Growth-Strategy-FINAL1.pdf>
- South Africa Long-Term Mitigation Scenarios — http://www.erc.uct.ac.za/Research/publications/07Scenario_team-LTMS_Scenarios.pdf
- Vietnam National Green Growth Strategy — <http://www.greengrowth-elearning.org/pdf/VietNam-GreenGrowth-Strategy.pdf>

Rapports de LEDS

- Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP) — “Planning for a Low-Carbon Future: Lessons from Seven Country Studies” — <http://www.esmap.org/node/2091>
- Green Growth Best Practices (GGBP) Report — <http://www.ggbp.org/report/green-growth-practice-lessons-country-experiences>
- Green Growth Knowledge Platform — <http://www.greengrowthknowledge.org/resources>
- LEDS Global Partnership Resources - <http://ledsgp.org/publications>

- Linkages between LEDS-NAMA-MRV—
<http://www.mitigationpartnership.net/international-partnership-mitigation-and-mrv-leds-globalpartnership-nama-partnership-2014-linkages>
- OECD-LEDS: Technical, Institutional, and Policy Lessons—
http://mitigationpartnership.net/sites/default/files/2010_oecd_clapp_leds_technical_institutional_and_policy_lessons.pdf
- Step-by-Step Guidance to a Long-Term Framework for Sustainable Development Cooperation—
http://mitigationpartnership.net/sites/default/files/leds-tool_5_2_finalpub.pdf

Outils de LEDS et autres ressources

- Climate Smart Planning Toolkit — <https://www.climatesmartplanning.org>
- Development Impact Assessment Toolkit — <http://ledsgp.org/dia-toolkit>
- LEDS Framework Wiki on OpenEI — http://en.openei.org/wiki/Introduction_to_Framework
- Reegle Policy Search Engine for Renewable Energy (RE) and Energy Efficiency (EE)—
<http://www.reegle.info/policy-and-regulatory-overviews>
- Toolkit of Policy Options to Support Inclusive Green Growth — <http://www.oecd.org/greengrowth/toolkit.pdf>
- Transport LEDS Toolkit — <http://ledsgp.org/transport>
- UNDP — Green Low Emission Climate Resilient Development Strategies Guidance Manuals and Toolkits —
http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/environmentandenergy/focus_areas/climate_strategies/green_lecrds_guidance-manualsandtoolkits/
- World Bank e-courses — <https://einstitution.worldbank.org/ei/CourseCalendarCurrent>
- World Bank ESMAP Tools for Low Carbon Planning —
http://www.esmap.org/sites/esmap.org/files/World_Bank_ESMAP_Analytical_Tools_CG_Intro7.pdf
- World Bank ESMAP - http://www.esmap.org/Low_Carbon_Development

